



## **Cadre Sectoriel de Dialogue du 26 février 2015**

### **Développement Rural, Sécurité Alimentaire et Environnement**

Le Cadre Sectoriel de Dialogue "Développement Rural, Sécurité Alimentaire, et Environnement" s'est déroulé le 26 février 2015 avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers du secteur "Développement Rural, Sécurité Alimentaire et environnement. Le but de la rencontre était d'examiner les actions menées en 2014 et les projections pour 2015 à 2018.

Le volet Développement rural de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable est opéré à travers le Programme National du Secteur Rural. Il était donc utile, à travers ce Cadre, de porter un regard sur l'évolution de ce programme depuis son adoption en octobre 2012.

En effet, les partenaires du programme ont constaté que l'opérationnalisation du programme est faible, en raison notamment, de l'absence de la mise en place des groupes thématiques du secteur, pourvoyeurs de réflexions dans les domaines du développement rural, de la sécurité alimentaire et de l'environnement.



C'est pourquoi, les partenaires techniques et financiers du secteur ont proposé que le dispositif institutionnel et organisationnel qui porte le Programme National du Secteur Rural, soit un thème important de son évaluation et du programme qui lui fera suite.

Au plan de la méthodologie de suivi et d'évaluation de la performance, elle devrait intégrer davantage les réalisations et les résultats, de façon à dépasser les activités et les allocations de moyens. Elle devrait en outre distinguer la part de l'intervention publique dans la performance du secteur, de celle des autres acteurs (privés, ONG, etc.).

Le rôle et la responsabilité des Direction Régionales des départements du secteur a semblé très en-deçà de ce qui est attendu dans des domaines où les défis se relèvent essentiellement sur le terrain, au plus près des populations.

Pourtant, la crise alimentaire qui se profile cette année dans plusieurs zones du Burkina Faso bien avant la période de soudure, est un de ces défis, et non des moindres, qui ne peut s'anticiper et se gérer efficacement qu'avec une présence rapprochée des pouvoirs publics et de ses partenaires sur le terrain.

La question foncière, autre domaine qui conditionne fortement la résilience des ruraux, notamment les plus vulnérables, à court et moyen terme, devrait également trouver beaucoup plus de solutions concrètes portées par les pouvoirs publics. C'est un thème sur lequel pourraient collaborer plus efficacement les services déconcentrés des ministères et les collectivités territoriales décentralisées.

La période de transition doit apporter, a conclu la rencontre, des solutions perceptibles par les populations aussi bien rurales qu'urbaines, à leurs attentes à plusieurs niveaux, notamment la sécurité alimentaire et la nutrition, la protection sociale, l'emploi des jeunes et des femmes, la gestion durable des ressources.